

-----  
**DEPARTEMENT**  
PAS DE CALAIS

-----  
**ARRONDISSEMENT**  
ARRAS

-----  
**COMMUNE**  
DAINVILLE

-----  
SEANCE ORDINAIRE

Réf. : AV

**25D057**

**OBJET :**  
**COMMANDE PUBLIQUE**  
**- MUTUALISATION DES**  
**ACHATS ENTRE LES**  
**COMMUNES D'ARRAS,**  
**DAINVILLE, SAINT**  
**LAURENT BLANGY,**  
**SAINTE CATHERINE -**  
**CONSTITUTION D'UN**  
**GROUPEMENT DE**  
**COMMANDES POUR**  
**DES PRESTATIONS DE**  
**PROPRETE URBAINE**

xxx

Nombre de conseillers  
en exercice : 29  
Nombre de présents : 21  
Nombre de votants : 29

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le 10 novembre à 18H30, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Françoise ROSSIGNOL, Maire, en suite de convocation en date du 4 novembre dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Etaient présents, Mesdames et Messieurs ROSSIGNOL Françoise, PETIT David, VÉRET Béatrice, VIARD Philippe, DUPAYAGE Laurence, QUANDALLE Philippe, BONELLO Brigitte, HARO Serge, HAVET Maryline, CAVÉ Michelle, RAUX Christian, VALLET Régine, TALBOT Anne, DELCROIX Marcel, DOUCHÉ Jérôme, CAPEL Cédric, CARLIER Maxime, RAVEZ Yannick, GLEIZES Aurélie, FATOUS Amandine, MOLIN Christian.

A l'exception de CHALON Patrick, DARRAS Emmanuel, ARBINET Ludivine, BEAUJOIS Pauline, CADET Valérie, LOISON Sarah, LARDIER Marie, FAFINSKI Caroline qui, en application de l'article L2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, avaient respectivement donné pouvoirs à QUANDALLE Philippe, CAVÉ Michelle, ROSSIGNOL Françoise, DUPAYAGE Laurence, VÉRET Béatrice, GLEIZES Aurélie, FATOUS Amandine, HAVET Maryline.

Madame HAVET Maryline est élue secrétaire de séance.

**QUESTION N° 10 : COMMANDE PUBLIQUE - MUTUALISATION DES ACHATS ENTRE LES COMMUNES D'ARRAS, DAINVILLE, SAINT LAURENT BLANGY, SAINTE CATHERINE - CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR DES PRESTATIONS DE PROPRETE URBAINE**

Dans le prolongement de la charte de coopération intercommunale et sur la base du recensement des besoins réalisés conjointement entre les villes d'Arras, de Sainte Catherine, Dainville et Saint Laurent Blangy, il apparaît utile de mutualiser l'achat de prestations de propreté urbaine, afin d'obtenir des offres techniques et financières optimisées et réaliser ainsi des économies d'échelle.

En conséquence, conformément aux dispositions des articles L 2113-6 et 2113-7 du Code de la Commande Publique, il est proposé la constitution d'un groupement de commandes dont la ville d'Arras sera le coordonnateur.

A ce titre, la ville d'ARRAS sera chargée de la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre, pour le compte des membres du groupement, chacun d'eux ayant à sa charge la gestion des commandes le concernant.

En application de l'article L1414-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commission d'appel d'offres du groupement doit être instaurée.

Sont membres de cette commission d'appel d'offres :

- un représentant élu parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement qui dispose d'une commission d'appel d'offres ;
- un représentant pour chacun des autres membres du groupement désigné selon les modalités qui leur sont propres.

La commission d'appel d'offres est présidée par le représentant du coordonnateur. Pour chaque membre titulaire est prévu un suppléant.

Conformément à l'article L2121-33 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal procède à la désignation des membres pour siéger au sein d'organismes extérieurs.

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.*

Ainsi, il vous appartient de désigner, parmi les membres de la Commission d'appel d'offres ayant voix délibérative, celui qui représentera la commune de DAINVILLE dans la commission d'appel d'offres du groupement, ainsi que son suppléant.

En application de l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé de ne pas procéder à un scrutin secret.

Il est proposé de désigner M. VIARD comme représentant titulaire et M. CARLIER comme représentant suppléant de la commune.

Les villes de Sainte Catherine, Arras et Saint Laurent Blangy ont délibéré ou délibéreront lors d'une séance prochaine afin de procéder à ces nominations.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2121-21, L2121-33, L2121-29 et L1414-3,

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L2113-6 et L2113-7,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :**

- De valider le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre les villes d'Arras, de Sainte Catherine, Dainville et Saint Laurent Blangy pour l'achat de prestations de propreté urbaine ;
- De désigner M. VIARD Philippe comme représentant titulaire et M. CARLIER Maxime comme représentant suppléant de la commune, dans la commission d'appel d'offres du groupement,
- D'autoriser la signature de la convention constitutive correspondante, annexée à la présente délibération.

Ainsi délibéré, Pour extrait certifié conforme,  
Rendu exécutoire par affichage légal et envoi en Préfecture  
Le 10 novembre 2025



Le Maire,  
Françoise ROSSIGNOL

#Signature#